

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES AFFAIRES DECENTRALISEES

Bureau de l'Urbanisme
et du Cadre de Vie

ARRETE

BR/IK

N° 88685 DU 5 OCT. 1988 portant
prescriptions complémentaires.

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et du titre 1er de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, et notamment son article 11 ;
- VU la déclaration en date du 6 mai 1988 de la société des Transports COING S.A., siège social 4 rue Pierre Courtade à FONTAINE 38602, relative à l'exploitation en zone industrielle de Hombourg, d'une installation de lavage de citernes routières ainsi qu'un atelier d'entretien et de réparation de véhicules ;
- VU le rapport du 18 août 1988 de la direction régionale de l'Industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis du 1er septembre 1988 du Conseil départemental d'Hygiène ;
- CONSIDERANT qu'il y a lieu pour la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 d'imposer des prescriptions spéciales à la société des Transports COING S.A. ;
- SUR proposition de la Direction régionale de l'Industrie et de la recherche ;

.../...

ARRETE

ARTICLE 1er : Des prescriptions complémentaires sont rendues applicables à la Société COING S.A. (siège social : 4, rue Pierre Courtade, 38602 FONTAINE), pour les installations implantées à HOMBURG, Zone Industrielle de Mulhouse-Rhin, lieu-dit : "Grand Canal d'Alsace" et constituées par des ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur et une station de lavage de citernes routières, d'une superficie totale de 780 m², et visée à la rubrique n° 68/2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 2 : Les installations seront situées, réalisées et exploitées conformément aux plans et descriptifs figurant dans le dossier déposé le 6 mai 1988, et aux prescriptions techniques énumérées ci-après.

ARTICLE 3 : Déclarations obligatoires

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier descriptif, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Commissaire de la République avec tous les éléments d'appréciation.

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à la Direction régionale de l'industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

Sont à signaler notamment :

- tout déversement accidentel de liquides polluants,
- tout incendie ou explosion,
- toute émission anormale de fumées, de gaz irritants, odorants ou toxiques,

.../...

- tout résultat d'une analyse ou d'un contrôle de la qualité des eaux rejetées, du niveau des bruits émis par l'installation, de la teneur des fumées en polluants, de l'état des installations électriques, etc... mettant en évidence un mauvais fonctionnement des dispositifs d'épuration de nature à provoquer de graves inconvénients.

Si le fonctionnement des installations fait apparaître des inconvénients ou dangers que les prescriptions ci-dessous ne suffisent pas à prévenir, l'exploitant doit en faire la déclaration sans délai à la Direction régionale de l'industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées.

Dans les cas visés aux alinéas précédents, l'exploitant prendra les mesures d'exécution immédiates nécessaires pour faire cesser les dangers ou inconvénients et limiter les conséquences pour les intérêts protégés par l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 4 : Prévention de la pollution de l'air

- 4.1. Toutes dispositions seront prises pour éviter toute concentration dangereuse de vapeurs, gaz, fumées, poussières, inflammables ou incommodantes, en quelque point des installations que ce soit.
- 4.2. Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.
- 4.3. En particulier, les vapeurs dégagées lors des opérations de lavage seront traitées ou éliminées en tant que de besoin ; les eaux pouvant résulter du traitement des vapeurs seront traitées conformément aux dispositions de l'article ci-après.
- 4.4. L'inspection des installations classées pourra faire procéder, aux frais de l'exploitant, à des contrôles et des analyses des phases gazeuses issues des opérations de lavage.

.../...

ARTICLE 5 : Prévention du bruit

5.1. Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement lui sont applicables.

5.2. Les véhicules et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier à un type homologué au titre du décret du 19 avril 1969).

5.3. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

5.4. Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux acoustiques limites admissibles.

Point	Emplacement	Type de zone	Niveau limite en dB(A)		
			Jour	P.I. *	Nuit
1	Angle Nord Ouest du terrain	Zone résidentielle suburbaine avec quelques ateliers et des voies de trafic terrestre et fluvial	60	55	50
2	Angle Sud Ouest du terrain				

P.I. * = Période intermédiaire (entre 6 h et 7 h et 20 h et 22 heures les jours ouvrables).

.../...

- 5.5. La Direction régionale de l'industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais en seront supportés par l'exploitant.

ARTICLE 6 : Prévention de la pollution des eaux

- 6.1. Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules seront recouvertes d'un matériau imperméable (enrobé,...).

Les eaux de pluie ayant ruisselé sur ces surfaces seront collectées et dirigées vers des séparateurs d'hydrocarbures munis de vannes de sectionnement avant rejet au milieu naturel et d'un regard placé avant la sortie et permettant de vérifier que l'eau évacuée n'entraîne pas de liquides inflammables, huiles, solvants usés,...

- 6.2. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être muni d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

Les stockages enterrés seront réalisés conformément à la circulaire du 17 avril 1975 relative aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables.

- 6.3. Deux piézomètres seront implantés en aval des installations, après avis du géologue officiel (les piézomètres aval de TREDI servant de piézomètres amont aux installations).

Des analyses seront effectuées trimestriellement sur ces piézomètres ; elles porteront principalement sur le pH, la DCO (ou le carbone organique total), les hydrocarbures, les substances extractibles au chloroforme.

Les résultats de ces analyses seront transmis à la Direction régionale de l'industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées et à la Direction Départementale de l'Agriculture.

.../...

6.4. Les eaux-vannes seront traitées dans un dispositif autonome, conformément au Règlement Sanitaire Départemental.

6.5. Le réseau public d'adduction d'eau potable devra être protégé contre les retours éventuels par des disconnecteurs à zone de pression réduite contrôlable placés en amont des réseaux sous pression susceptibles de contenir de l'eau polluée.

6.6. installations de lavage des citernes

6.6.1. Les citernes ayant contenu des substances à risque toxique (organo-chlorés, organophosphorés, phénols, hydrocarbures aromatiques, isocyanates,...) ne pourront pas être lavées sur le site.

6.6.2. Préalablement à son nettoyage, chaque citerne subira la vidange totale du produit transporté. La citerne sera retournée s'il subsiste des quantités notables de produit. En cas de présence de faible quantité de produits, ce dernier pourra être récupéré dans des récipients étanches. La destruction de ces produits sera effectuée dans un centre agréé, aux frais du transporteur.

6.6.3. La fiche de transport du produit ainsi que, le cas échéant, la fiche de toxicité, devra être jointe à chaque demande de lavage.

6.6.4. Sur un registre journalier, tenu à la disposition de la Direction régionale de l'industrie et de la recherche, chargée de l'inspection des installations classées seront consignés le demandeur, le numéro d'immatriculation du véhicule, le produit transporté, le moyen de lavage.

6.6.5. Les aires de lavage seront imperméables, incombustibles et disposées de manière à collecter en point bas les liquides recueillis et en interdire l'épandage à l'extérieur.

6.6.6. Traitement des effluents des stations de lavage

6.6.6.1. Citernes de produits minéraux

6.6.6.1.1. Les effluents du lavage de citernes ayant transporté des produits minéraux (acides, bases, sels minéraux,...) seront transférés vers les unités de traitement de la Société TREDI - HOMBURG ou vers tout autre centre de traitement agréé.

.../...

6.6.6.1.2. Les effluents transiteront par une cuve tampon de 30 m³ placée en cuvette de rétention. Cette cuve sera munie d'une mesure de pH et de température, de niveaux haut et bas ; la canalisation de refoulement sera équipée d'un compteur de débit.

Toutes dispositions seront prises pour pouvoir procéder à des prélèvements d'échantillons au niveau de cette installation.

6.6.6.2. Citernes de produits organiques

6.6.6.2.1. Les eaux du premier lavage des citernes seront stockées à part et seront éliminées dans un centre de traitement agréé.

6.6.6.2.2. Les eaux de rinçage subiront un traitement spécifique (décantation, deshuilage, passage sur charbon actif, ...) avant transfert vers TREDI-HOMBOURG ou vers une station d'épuration d'une collectivité.

ARTICLE 7 : Prévention de la pollution due aux déchets

7.1. Catégories de déchets

D'une manière générale, les déchets produits devront être entreposés sélectivement suivant leur nature avant leur évacuation, de manière à faciliter leur récupération ou leur élimination ultérieure.

On distingue notamment :

- les déchets comparables aux ordures ménagères,
- les déchets non générateurs de nuisances récupérables ou recyclables,
- les déchets générateurs de nuisances énumérés par le décret du 19 août 1977 tels que surplus de produits insecticides, raticides, phytosanitaires ...

7.2. Collecte et évacuation

7.2.1. Les déchets comparables aux ordures ménagères seront confiés à une entreprise ou à une collectivité disposant des moyens de les éliminer régulièrement autorisés.

.../...

7.2.2. L'exploitant organisera une collecte sélective pour les déchets recyclables notamment :

- papiers et cartons,
- ferrailles,
- déchets de métaux, y compris les fûts vides et propres,
- verre,
- matières plastiques.

Ces déchets, stockés sélectivement dans l'établissement, seront confiés dans la mesure du possible, à des entreprises disposant des moyens de les recycler, les régénérer ou les réutiliser.

7.3. Les déchets générateurs de nuisances (en particulier les premiers lavages de citernes ayant contenu des liquides organiques ou les produits contenus dans les citernes à l'arrivée) seront, avant élimination, stockés dans des récipients dûment étiquetés, placés sur cuvette de rétention.

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir de réactions chimiques entre déchets.

Ces déchets ne pourront être confiés qu'à des entreprises d'élimination disposant d'autorisation d'exploiter délivrées au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant tiendra à jour un inventaire détaillé des déchets de ce type, comprenant pour chaque déchet :

- les quantités, les caractéristiques, la date d'enlèvement, la société effectuant le transfert, celle réceptionnant le déchet, le mode d'élimination.

A ce registre seront annexés les justificatifs (bon d'enlèvement, de réception, certificats de destruction, ...) de cette élimination. L'exploitant transmettra trimestriellement un récapitulatif concernant les mouvements de déchets.

7.4. Si les déchets sont confiés à une entreprise extérieure à l'entreprise, l'exploitant sera solidairement responsable des dommages éventuellement causés à des tiers.

.../...

7.5. Les dispositions du présent arrêté ne font pas obstacle aux dispositions réglementaires sur le recyclage ou la récupération de certains matériaux (huiles ...).

7.6. Tout brûlage à l'air libre, toute mise en dépôt à titre définitif dans l'enceinte de l'établissement de quelque déchet que ce soit sont interdits.

ARTICLE 8 : Prévention du risque d'incendie, d'explosion et d'incident

L'exploitant devra, en tout temps, déterminer sous sa responsabilité et mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour parer au risque d'incendie et d'explosion.

8.1. Définition des risques et caractérisation des zones

L'exploitant évaluera, sous sa responsabilité, le risque potentiel de feu ou d'explosion présent dans les installations, objet du présent arrêté. Il tiendra compte notamment :

- de l'existence de matières inflammables ou combustibles,
- de la possibilité de dégagement ou d'accumulation de vapeurs explosives ou inflammables, en fonctionnement normal ou anormal, compte tenu des dispositifs de ventilation mis en place,
- de l'existence de points chauds ou de matériel produisant des étincelles.

Il délimitera, autour des points où l'on emploie ou stocke des gaz combustibles, et des liquides inflammables, en conformité avec les différentes réglementations techniques applicables des zones de deux types :

- Zones de type 1

Zones où les gaz inflammables peuvent former avec l'air un mélange explosif de façon permanente ou semi-permanente pendant le fonctionnement normal des installations.

- Zones de type 2

Zones où des gaz inflammables peuvent former avec l'air un mélange explosif de manière épisodique, avec une faible fréquence et une courte durée.

.../...

L'exploitant devra transmettre à la Direction régionale de l'industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées un plan de ces zones.

8.2. Dispositions d'exploitation

Dans les zones dangereuses définies à l'article 8.1. ci-dessus :

- il sera interdit de fumer,
- toute utilisation d'un feu nu, toute opération produisant des étincelles feront l'objet d'une autorisation spéciale délivrée par l'exploitant.

8.3. Protection contre l'incendie

- 8.3.1. La protection générale contre l'incendie sera assurée par un poteau d'incendie de diamètre 100 de type agréé, implanté près de l'entrée principale.
- 8.3.2. Des extincteurs adaptés aux risques seront implantés en tant que de besoin.
- 8.3.3. Des consignes écrites définiront les mesures à prendre en cas d'incendie. Le personnel recevra une formation dans ce sens.

ARTICLE 9 : Installations électriques

- 9.1. Les installations électriques seront conformes aux prescriptions du décret n° 62-1454 du 14 novembre 1962 et des arrêtés et circulaires d'application subséquents concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

Les installations basse tension seront conformes aux dispositions de la norme NFC 15 100.

- 9.2. Le dossier prévu à l'article 55 du décret du 14 novembre 1962 sera tenu à la disposition de la Direction régionale de l'industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées.

La Direction régionale de l'industrie et de la recherche chargée de l'inspection des installations classées pourra à tout moment prescrire au chef d'établissement de faire procéder à une vérification de tout ou partie des installations électriques par un vérificateur agréé dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais occasionnés par ces contrôles seront supportés par l'exploitant.

- 9.3. Dans les zones telles que définies à l'article 8.1. ci-dessus, l'équipement électrique sera conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosions.
- 9.4. Les mises à la terre seront réalisées par application du décret n° 62-1454 du 14 novembre 1962 sus-visé.

ARTICLE 10 : Conditions d'exploitation

- 10.1. Les essais de moteurs à l'intérieur de l'atelier ne pourront être effectués qu'après branchement de l'échappement sur une canalisation spéciale faisant office de silencieux et reliée à un conduit assurant l'émission des gaz à 1,20 mètre au-dessus de tout obstacle (évent, conduit ou construction) dans un rayon de 20 mètres ; l'emplacement de l'extrémité supérieure du conduit d'évacuation sera tel qu'il ne puisse y avoir siphonnage de l'air évacué dans des conduits de cheminées avoisinantes.
- 10.2. L'atelier sera divisé soit en postes de travail spécialisés, soit en postes de travail multifonctions.
- Chaque poste de travail sera aménagé pour ne recevoir qu'un seul véhicule à la fois.
- Les distances entre postes de travail seront suffisantes pour assurer un isolement des véhicules propre à prévenir la propagation d'un incendie d'un véhicule à un autre.
- Les opérations de soudage ne pourront avoir lieu que sur des postes de travail aménagés à cet effet et dans des conditions définies par des consignes internes.
- 10.3. Il ne sera pas procédé à des travaux de peinture ou de tôlerie.
- 10.4. Des rondes seront effectuées régulièrement dans les installations, afin de vérifier en particulier l'absence d'égouttures ou de fuites au niveau des citernes.
- 10.5. La vitesse de circulation sur les voies sera limitée à 20 km/heure.

ARTICLE 11 : Dispositions diverses

Article 11.1. - En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informera le Préfet du Haut-Rhin dans le mois qui suit cette cessation.

Il remettra le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénient mentionné à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976 (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

Article 11.2. - Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du code du travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.

Article 11.3. - La présente autorisation cessera d'avoir effet dans le cas où les activités mentionnées ci-dessus n'auront pas été mises en exploitation avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour de la notification ou si leur exploitation est interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 11.4. - Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois suivant la prise de possession.

Article 11.5. - L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation dudit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

Article 11.6. - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 11.7. - La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (code de l'urbanisme, code du travail, voirie, etc...).

Article 11.8. - Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le sous-préfet de MULHOUSE, le maire de HOMBOURG, le directeur régional de l'Industrie et de la recherche chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Fait à COLMAR, le 5 OCT. 1988
LE PREFET,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Bertrand LABARTHE

Pour ampliation
Le Chef de bureau délégué

P. PAULET